

AGRICULTURE

Troisième secteur d'exportation nationale, l'agriculture française génère 11,5 milliards € d'excédents. Elle est de plus en plus prisée dans le monde par les classes moyennes émergentes ayant accès à une consommation de confort (variété du goût) et de luxe.

Cependant, le revenu paysan a baissé de 26% en 2016 dans notre pays et **plus d'un agriculteur sur 3 gagne moins de 350€ par mois**. En cause, l'effondrement des cours du lait et de la viande, consécutif à la dérégulation :

- Le dumping social pratiqué par l'Allemagne qui recourt à des travailleurs détachés (directive Bolkestein, 2006) des pays de l'est dans les grandes exploitations et dans les abattoirs, crée une distorsion de concurrence.
- La LME de 2008 (Loi de Modernisation de l'Économie) issue des travaux de la commission Attali (dont Macron était membre) abolit l'interdiction de vente à perte. Ce faisant, **la LME a fait sauter un garde fou** ; elle permet aux 4 grandes centrales d'achat (ex : Edouard Leclerc) et à l'industrie agro-alimentaire (ex : Bigard), de payer les agriculteurs en dessous de leurs coûts de production.
- **La fin des quotas** dans la filière lait (depuis avril 2015) **a entraîné** une hausse de 4% de la production et **une chute de 30% des prix**.
- Le CETA, ratifié par l'UE, mettra en concurrence les fermes canadiennes de 10 000 têtes (60% des élevages canadiens) avec les fermes françaises (généralement 100 vaches, 1 000 étant déjà sujet à polémiques).

A cela s'ajoute le fait que la Russie a stoppé ses importations des produits issus des filières laits et viandes en provenance de l'UE, en représailles aux sanctions prises contre elle.

Enfin, les **spéculateurs** se sont rabattus sur les marchés de matières premières depuis la crise de 2008, ce qui fait grimper le court des céréales et donc le prix des fourrages pour les éleveurs.

POUR REDONNER ESPOIR A CEUX QUI NOUS NOURISSENT

- **L'URGENCE** : **Suspendre les dettes** des agriculteurs en fonction des filières, des zones géographiques et au cas par cas. **Supprimer les sanctions contre la Russie** sous condition d'achat de nos surplus. **Interdire la spéculation sur les denrées alimentaires**.
- **REGULER** : Rétablir un prix plancher et un prix plafond par une politique de stockage publique. **Rétablir des quotas** de production. Réorganiser le marché commun dans une **nouvelle Europe à 7 ou 8** et négocier directement d'État à État avec les pays émergents.
- **ALLIER PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS** : **Aider les circuits-courts**, pour accroître les marges des producteurs. Augmenter le SMIC à 1700€ pour faciliter la consommation. Favoriser l'installation et défiscaliser la succession, pour favoriser l'investissement et conserver une agriculture indépendante des banques.

POUR REVOLUTIONNER L'AGRICULTURE

- **Faire du numérique un service public** disponible partout pour faciliter l'accès aux objets connectés de mesures et d'analyse et aux applications d'aide à la décision. Aider les agriculteurs et les start-up qui travaillent à la **robotisation** des tâches répétitives dans l'élevage et le maraîchage. **Réduire partout la pénibilité et les tâches administratives**.
- Promouvoir la recherche, la formation et la vulgarisation sur **la microbiologie des sols**. Ces bactéries du sol sont l'estomac sans lequel les plantes ne peuvent vivre que sous perfusion. Aider partout les entreprises innovantes dans les domaines de la lutte biologique, de la mycorhization et de l'« écologie fonctionnelle » (étude des relations au sein du vivant).